

En route vers le Sommet : le développement durable et la société civile au G7 2018

Septembre 2018

Question : Cette note de synthèse résume les résultats du Sommet du G7 2018 et des réunions ministérielles et sectorielles connexes du point de vue de la société civile, en particulier des organisations engagées dans des programmes de développement mondial et d'action humanitaire. Elle identifie des enjeux sur lesquels des progrès ont été réalisés ainsi que d'autres caractérisés par l'inaction, y compris par rapport aux recommandations de la société civile. Après avoir décrit et analysé les résultats généraux du Sommet du G7 et de la réunion des ministres du Développement, la note de synthèse examine les engagements spécifiques du G7 sur l'égalité des sexes, l'éducation, le climat et l'environnement, et le dialogue avec la société civile.

Le Sommet du G7 2018, qui s'est déroulé les 8 et 9 juin dans la région de Charlevoix, au Québec, sous la présidence du Canada, a été un moment inoubliable. Il s'est tenu au milieu de discussions houleuses sur le commerce entre les États-Unis, le Canada et l'Europe ; et peu de temps après, le président Trump, qui avait quitté le Canada rapidement pour assister à un sommet bilatéral avec le président nord-coréen Kim Jong-un, a décidé de [retirer sa signature](#) du communiqué final via Twitter. Malgré tout, la réunion du G7 2018 a aussi généré des moments et des impacts importants et positifs en termes de politiques et de processus pour l'avenir - comme la série de réunions ministérielles et sectorielles connexes au Sommet du G7, et la première réunion du Conseil consultatif sur l'égalité des sexes. Cette note de synthèse résume ces résultats et, le cas échéant, leur rapport avec les recommandations de la société civile.

Le Sommet du G7

Après deux jours d'intenses négociations, le [communiqué final du G7](#) (ainsi que huit autres documents énonçant différents engagements¹) a souligné de nombreux points en phase avec les principales

¹ Il s'agit de la [Déclaration de Charlevoix en matière d'égalité et de croissance économique](#) ; la [Déclaration d'engagement de Charlevoix pour un financement novateur du développement](#) ; la [Vision commune de Charlevoix sur l'avenir de l'intelligence artificielle](#) ; la [Déclaration de Charlevoix sur l'éducation de qualité pour les filles, les adolescentes et les femmes dans les pays en développement](#) ; la [Déclaration d'engagement de Charlevoix pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe et sur le genre, ainsi qu'aux abus et au harcèlement dans l'univers](#)

demandes des organisations de la société civile :

- Le G7 a reconnu sa responsabilité partagée de soutenir « *une croissance économique durable qui profite à tout le monde et en particulier à ceux et celles qui risquent le plus d'être laissés pour compte* ».
- Le G7 a réaffirmé que le « *financement public, y compris l'aide publique au développement [APD] et la mobilisation des ressources intérieures, est nécessaire à l'atteinte des Objectifs de développement durable du Programme à l'horizon 2030* ». Il s'agit là d'un élément de continuité important avec les communiqués passés du G7, et une recommandation centrale de la société civile et du Conseil consultatif sur l'égalité des sexes. Le rôle de l'APD a été réaffirmé également dans le [résumé des coprésidents de la réunion des ministres des Finances et du Développement](#), spécialement en ce qui concerne son importance pour les pays les moins avancés.
- Reconnaissant que le financement public « *ne suffit pas à susciter la croissance économique et le développement durable qui sortiront tous les peuples de la pauvreté* », le G7 a publié la [Déclaration d'engagement de Charlevoix pour un financement novateur du développement](#) afin de promouvoir une croissance économique durable et équitable dans les économies en développement. Ce faisant, le G7 a réaffirmé la nécessité de « *veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte* » - l'objectif central du Programme de développement durable à l'horizon 2030.
- Avec la Déclaration de Charlevoix, le G7 a renforcé [un engagement](#) pris par un groupe d'institutions de financement du développement, dirigé par FinDev Canada, de catalyser 3 milliards de dollars américains, principalement à partir de sources privées, afin d'appuyer des activités économiques visant l'autonomisation économique des femmes dans les pays en développement.
- Le G7 s'est engagé à favoriser « *l'entière participation économique des femmes puisque nous nous attacherons à réduire les écarts salariaux entre les sexes, à soutenir les femmes chefs d'entreprises et entrepreneures et à reconnaître la valeur des tâches de garde non rémunérées* » - des demandes fondamentales formulées par le Sommet du [W7](#) sur les femmes et le Sommet du [L7](#) sur le travail.
- Le G7 a confirmé l'esprit et le contenu de plusieurs des principales demandes du L7 en notant la nécessité de veiller à ce que « *tous les travailleurs obtiennent les compétences et l'éducation nécessaires pour s'adapter au nouveau monde du travail et y réussir, un monde du travail façonné par les innovations que procurent les nouvelles technologies* », ainsi que « *l'importance d'améliorer l'efficacité et l'efficience de la protection sociale et d'offrir des milieux de travail de*

[du numérique](#) ; la [Déclaration d'engagement de Charlevoix pour la défense de la démocratie contre les menaces étrangères](#) ; et du [Plan d'action de Charlevoix pour la santé des océans et des mers et des communautés côtières résilientes](#). Une [Charte sur les plastiques dans les océans](#) a aussi été ajoutée en annexe du dernier document.

qualité aux travailleurs, y compris ceux qui occupent un travail non traditionnel ». Ces points ont été renforcés dans la [Déclaration de Charlevoix en matière d'égalité et de croissance économique](#).

- Le G7 s'est engagé à « *renforcer la mise en œuvre du Programme sur les femmes, la paix et la sécurité* », soulignant le lien entre l'égalité et la paix, tel que demandé par le W7 et le Conseil consultatif sur l'égalité des sexes. Ce lien a également été réaffirmé et souligné dans le [communiqué des ministres des Affaires étrangères](#).
- Le communiqué du G7 a fait allusion à plusieurs crises géopolitiques actuelles et le [communiqué des ministres des Affaires étrangères](#) a fourni davantage de précisions. Au sujet du Myanmar, le communiqué a spécifiquement fait référence aux réfugiés Rohingyas et demandé de « *permettre un accès humanitaire sûr et sans entrave ainsi qu'un retour sécuritaire et volontaire, dans la dignité, des réfugiés et des personnes déplacées* ». Cette terminologie correspond étroitement aux [recommandations](#) faites par la table ronde d'experts de la société civile sur la crise au Myanmar et au Bangladesh au début de l'année. Le G7 s'est également dit préoccupé par la situation des droits de la personne et de la démocratie, ainsi que par les problèmes économiques au Venezuela ; et il a appelé au respect du droit international humanitaire et des droits de la personne au Yémen.
- Enfin, il y a eu un engagement financier substantiel en faveur de l'éducation des femmes et des filles dans les contextes de crise, ainsi que des progrès sur la question de la pollution causée par les plastiques (voir les détails ci-dessous).

Même s'il y a eu beaucoup de spéculation à la suite du Sommet concernant le statut du communiqué en raison du gazouillis du président Trump, aucun représentant du gouvernement américain n'a approché le gouvernement canadien avec une demande officielle de se retirer ou de répudier le document final. En dépit de la communication informelle du président, le gouvernement canadien utilise toujours les résultats du Sommet et des réunions ministérielles comme fondement de l'action collective pour aller de l'avant.

En plus des États membres du G7 (Canada, France, Allemagne, Italie, Japon, Royaume-Uni et États-Unis), les dirigeants de l'Union européenne et d'une douzaine d'autres pays ont été [invités](#) à participer au Sommet du G7 (ainsi que des dirigeants des Nations Unies, du Fonds monétaire international, de l'Organisation de coopération et de développement économiques et de la Banque mondiale) dans le cadre de la séance d'information que l'hôte du G7 organise pour les autres pays. Cela représentait le double du nombre de personnes invitées lors du dernier Sommet du G7 à Taormina, en Italie, et un important élargissement de la diversité géographique (y compris, dans le cas de la Norvège, une exception à la règle générale qui limite les invitations aux pays en développement seulement). La discussion lors de la séance d'information a été axée sur le rôle des océans et des ressources maritimes pour soutenir les économies locales et nationales, ainsi que pour bâtir des communautés côtières résistantes et durables.

Le Canada publiera un rapport de reddition de compte du G7 en septembre pour faire état des progrès réalisés par le G7 en matière d'autonomisation économique des femmes.

Réunion des ministres du Développement

Les ministres du Développement du G7 se sont réunis à Whistler du 31 mai au 2 juin, produisant quatre déclarations sur des questions de fond en plus du [sommaire de la présidente](#).

La [Déclaration de Whistler sur l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles dans l'action humanitaire](#) constitue un engagement des pays du G7 à renforcer les efforts et la reddition de compte liés à l'intégration de l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes dans les programmes humanitaires ; elle affirme également l'importance du droit international et des droits des femmes et des filles, tel que demandé par la société civile. Bien que les pays du G7 mettront sans doute en œuvre l'esprit de cette déclaration de différentes façons et à des degrés divers, le gouvernement canadien s'est engagé à présenter et promouvoir une vaste approche sexotransformatrice de l'action humanitaire.

La [Déclaration de Whistler sur le renforcement du pouvoir des adolescentes pour favoriser le développement durable](#) identifie l'égalité des sexes et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles à la fois comme un « *objectif en soi* » et comme moyen d'éradiquer la pauvreté. À travers elle, les pays du G7 s'engagent à intégrer les efforts visant à appuyer et renforcer le pouvoir des adolescentes dans le cadre d'une approche fondée sur le cycle de vie pour réaliser les droits et répondre aux besoins des femmes et des filles. En outre, pour la première fois au G7, les délibérations ministérielles ont été guidées et se sont appuyées sur un dialogue direct avec six adolescentes de différentes régions du monde.

Avec la [Déclaration de Whistler sur la protection contre l'exploitation sexuelle et les mauvais traitements dans le domaine de l'aide internationale](#), les pays du G7 s'engagent à encourager et, dans la mesure du possible, exiger que leurs partenaires en matière d'aide au développement et d'aide humanitaire mettent en place un éventail de politiques et de procédures permettant de protéger et de garantir la reddition de compte face à l'exploitation sexuelle et aux mauvais traitements. Depuis le printemps, le CCCI a travaillé avec ses membres afin de déterminer un ensemble de mesures concrètes pour faire avancer ce programme sectoriel.

[Les principes de Whistler pour accélérer l'innovation au service du développement](#), un ensemble d'intentions destiné à générer des innovations efficaces qui produisent des résultats en matière de développement, font écho à plusieurs principes proposés par la société civile pour guider le financement du développement. Les zones de chevauchement entre les trois déclarations incluent des références à l'égalité des sexes, au Programme à l'horizon 2030 et à l'objectif de ne laisser personne pour compte, à des solutions locales et à la nécessité de bâtir sur les fondations existantes que constituent les principes de l'efficacité de l'aide et du développement.

Ce G7 a également marqué la première fois que les ministres du Développement et des Finances se réunissaient en séance conjointe. Sous le thème « Réaliser une croissance qui profite à tout le monde », les domaines de travail spécifiques ont inclus la mobilisation de capitaux privés, la nécessité de bâtir une résilience économique face aux événements météorologiques extrêmes (c.-à-d. les changements climatiques) et l'autonomisation économique des femmes. Le [résumé des coprésidents](#) de cette séance comprend une référence importante au rôle essentiel de l'APD. Les ministres ont aussi demandé aux institutions financières internationales « *d'évaluer le rôle de l'assurance contre les risques de catastrophe pour les pays vulnérables, y compris les pays les moins développés et les petits États insulaires en développement, dans le cadre de l'ensemble des outils sur la résilience mondiale, et d'élaborer des propositions visant à soutenir des mécanismes de financement des risques de catastrophe tenant mieux compte des genres, tout en renforçant la coordination mondiale et l'échange des pratiques exemplaires* ». Cette manifestation d'intérêt pour le déploiement d'une assurance contre les risques de catastrophes, dans le cadre d'un ensemble d'outils sur la résilience plus large et tenant mieux compte des genres, est conforme aux demandes de la société civile.

Les autres réunions ministérielles

Au-delà de la réunion des ministres des Finances et du Développement, le gouvernement a également organisé trois autres réunions ministérielles, réunissant des porteurs de dossiers différents dans des regroupements utiles. Par exemple, il y a eu une réunion des ministres de l'Emploi et de l'Innovation du G7 sur le thème « [Se préparer aux emplois de l'avenir](#) » les 27 et 28 mars à Montréal, au Québec ; une réunion des ministres des Affaires étrangères et de la Sécurité sur le thème « [Construire un monde plus pacifique et plus sûr](#) » du 22 au 24 avril, à Toronto, en Ontario ; et il est prévu d'organiser une réunion des ministres de l'Environnement et de l'Énergie sur le thème « Travailler ensemble à l'égard des changements climatiques, des océans et de l'énergie propre » à Halifax du 19 au 21 septembre. La promotion de l'égalité des sexes et du renforcement du pouvoir des femmes a été un thème transversal des quatre réunions ministérielles et du Sommet lui-même.

Progrès réalisés sur les thèmes principaux

Égalité des sexes

Tel que mentionné précédemment, le gouvernement canadien a été [clair dès le départ](#) que l'égalité des sexes constituerait une question centrale pendant sa présidence. En appui à cette priorité, le premier ministre Trudeau a nommé un Conseil consultatif sur l'égalité des sexes chargé d'élaborer des recommandations visant l'intégration du genre dans les activités du G7 et des initiatives autonomes pour améliorer l'égalité des sexes et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles. Lorsque le Conseil a rencontré les dirigeants, le 8 juin, pour présenter son rapport intitulé « [Faire de l'inégalité des sexes une histoire du passé](#) », c'était la première fois dans l'histoire du G7 que l'égalité des sexes et le renforcement du pouvoir des femmes occupaient deux heures à l'ordre du jour des dirigeants. Le rapport du Conseil couvre un large éventail de questions liées à la promotion de l'égalité des sexes et du renforcement du pouvoir des femmes et des filles, et comprend 60 recommandations. Celles-ci incluent notamment des propositions audacieuses sur la violence fondée sur le sexe, la santé, l'éducation, le

leadership et la prise de décisions, les organisations et mouvements des droits des femmes, les données ventilées par sexe, la croissance inclusive et équitable, l'équité salariale et le travail décent, l'aide internationale féministe, l'innovation, le leadership et le financement climatiques, et les femmes, la paix et la sécurité.

Le rapport du Conseil consultatif sur l'égalité des sexes a été précédé et complété par le [document final](#) du Sommet du W7, une initiative menée par les OSC et appuyée par le Canada qui visait à mettre de l'avant des voix féministes dans le cadre du processus du G7 (en s'appuyant largement sur le premier Sommet du W7 qui a eu lieu en Italie). C'était la première fois qu'on retrouvait au Sommet du W7 des défenseuses des droits des femmes de pays du Sud aux côtés des participantes des pays du G7. Les faits saillants du Sommet du W7 incluent une table ronde avec le premier ministre Trudeau, ainsi qu'un événement public avec des femmes leaders et militantes du Nord et du Sud intitulé « Cher G7 : #lefuturestfeministe ». Les recommandations du Sommet du W7 et du Conseil consultatif sur l'égalité des sexes ont touché à tous les thèmes du Sommet - soulignant la nécessité d'intégrer les considérations de genre dans tous les aspects des politiques et des programmes. Comme le communiqué du Sommet du W7 l'indique, « *tous les enjeux sont féministes* ».

Le gouvernement du Canada a également organisé, dans le cadre de sa série d'activités de mobilisation en prévision du Sommet, la conférence « [Les femmes en action pour le climat](#) » qui a réuni des femmes leaders en matière de climat des pays du G7 et de la communauté internationale.

La plupart, sinon la totalité, des communiqués officiels et des documents finaux issus du G7 2018 ont reconnu la nécessité d'avoir des données ventilées par sexe ou des approches sensibles au genre pour guider les actions du G7. Cependant, bien que le Sommet du W7 et le Conseil consultatif sur l'égalité des sexes ont fait de grands efforts pour faire avancer le dialogue sur les questions de genre, le rapport du Conseil a été publié très tard dans le processus et plusieurs sont d'avis que les différents résultats du G7 sont loin d'incarner le programme transformateur que les deux forums préconisaient. Par exemple, les mesures formelles et contraignantes du G7 sont [limitées](#), et le Sommet du G7 n'a pas réussi à rendre obligatoire la budgétisation sensible au genre pour tous les pays du G7 - une demande clé du Conseil consultatif sur l'égalité des sexes, du Sommet du W7 et de la société civile plus largement.

La société civile doit maintenant surveiller si les engagements sur le plan de la rhétorique et des politiques se traduiront en actions concrètes et financées au niveau national et international. Dans une manifestation positive de continuité, le président français Emmanuel Macron a déclaré que les droits des femmes et des filles demeureront une priorité pendant la présidence de la France en 2019, et qu'un Conseil consultatif sur l'égalité des sexes formulera des recommandations au prochain Sommet du G7 (bien qu'on ne sache pas encore si les membres du Conseil seront renouvelés ou remplacés). Les recommandations du Conseil sont encore d'actualité et il y a de bonnes chances que ses membres utilisent cette plateforme pour promouvoir leurs recommandations au-delà du G7. (Un moment qui pourrait être propice au plaidoyer, par exemple, est la prochaine conférence « Women Deliver », qui se tiendra en juin 2019 à Vancouver, en Colombie-Britannique.) Un comité organisateur pour le Sommet du W7 a été mis sur pied pour 2019 ; toutefois, la France ne s'est pas encore engagée à tenir un autre

Sommet du W7 l'année prochaine, en dépit de son utilité démontrée pour favoriser le dialogue avec la société civile sur cet enjeu important.

Éducation

Le plus grand engagement du G7 2018 en termes financiers a été une contribution conjointe de 3,8 milliards de dollars pour l'éducation des femmes et des filles dans les situations de crise et de conflit - tel qu'annoncé dans la [Déclaration de Charlevoix sur l'éducation de qualité pour les filles, les adolescentes et les femmes dans les pays en développement](#).

Cet engagement marque l'aboutissement d'un important effort de collaboration entre des organisations canadiennes et internationales pour demander qu'un investissement phare en faveur de l'éducation en situation de crise marque la présidence canadienne du G7. Bon nombre des principaux détails des propositions élaborées et soumises aux fonctionnaires canadiens par cette coalition de la société civile en prévision du Sommet - y compris s'attaquer aux obstacles sexospécifiques liés à l'accès à l'éducation, la promotion d'une éducation de qualité de 12 ans, l'amélioration de la coordination entre les acteurs humanitaires et du développement, et l'amélioration de la reddition de compte et de la collecte de données ventilées par sexe et par âge - ont été inclus dans la version finale de la Déclaration. La Déclaration et les documents connexes reconnaissent également les obstacles auxquels font face les personnes déplacées et en situation de handicap. En outre, en termes de reddition de compte, il est significatif que le [communiqué du Sommet](#) ait renforcé la Déclaration, et plus largement le rôle de l'éducation des filles pour favoriser le renforcement du pouvoir et l'égalité des sexes. Le montant nominal total de financement annoncé dépasse largement les 1,3 milliard de dollars demandés par la société civile.

Cependant, de nombreux fonds inclus dans cette annonce ne sont probablement pas nouveaux. En fait, des 3,8 milliards de dollars annoncés, la seule contribution dont nous savons avec certitude à l'heure actuelle qu'elle représente une somme additionnelle aux montants déjà prévus dans les budgets de l'APD, ce sont les 200 millions de dollars promis par le Canada (soit la moitié du total de son engagement de 400 millions de dollars sur trois ans). Pendant qu'Affaires mondiales Canada tente de préciser ce que tout cela signifie dans la pratique, la société civile, en particulier dans les pays du G7, doit surveiller attentivement la mise en œuvre de cet important engagement qui a été pris dans la Déclaration de Charlevoix.

Le climat et l'environnement

Le Canada, le Royaume-Uni, le Japon, l'Italie, l'Allemagne et la France se sont de nouveau engagés à une action multilatérale pour limiter la hausse des températures dans le monde, y compris à travers l'Accord de Paris, et parvenir à une économie sans émission nette de carbone au cours de la seconde moitié du siècle. Le communiqué du G7 a reconnu pour la première fois la nécessité d'une transition juste vers une économie à faibles émissions de carbone – une des demandes clés de la société civile. Les six États membres mentionnés ci-dessus ont aussi reconnu la nécessité de travailler en collaboration avec les communautés autochtones, en tant que partenaires, pour promouvoir la lutte contre les changements

climatiques. Les États-Unis, qui se sont retirés de l'Accord de Paris et désengagés de manière générale de l'action climatique multilatérale sous l'administration Trump, n'ont pas approuvé ces paragraphes du communiqué.

Malheureusement, le communiqué des dirigeants du G7 ne précise pas les mécanismes que les six membres utiliseront pour décarboniser l'économie ou encore les échéanciers pour y arriver. Il reste muet également sur les subventions de plusieurs milliards de dollars qui continuent d'appuyer l'industrie des combustibles fossiles. Au moins, le Canada s'est engagé à participer à un processus d'examen par les pairs avec l'Argentine (actuelle présidente du G20) pour examiner ses subventions aux industries des combustibles fossiles.

Une autre avancée pour les [recommandations de la société civile](#) a été l'adoption du [Plan d'action de Charlevoix pour la santé des océans et des mers et des communautés côtières résilientes](#). Le plan d'action reconnaît l'importance environnementale, économique et sociale de protéger les océans, en mettant un accent particulier sur les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés. Pour appuyer le renforcement de la résilience des communautés côtières, le Canada s'est engagé à fournir 162 millions de dollars. Dans la Charte sur les plastiques dans les océans en annexe, la plupart des pays du G7 (à l'exception des États-Unis et du Japon) se sont engagés à veiller à ce que tous les plastiques soient réutilisables, recyclables ou à tout le moins récupérables d'ici 2030, ce qui inclut un engagement de 100 millions de dollars de la part du Canada pour prévenir la pollution causée par les plastiques. La Charte comprend également un engagement spécifique visant à réduire les microbilles et autres microplastiques, bien qu'il reste encore du travail à faire pour en arriver à une interdiction complète, comme l'ont demandé les participants du Sommet des jeunes ([Y7](#)). Les accords conclus à ce jour - même s'ils ne sont pas tous consensuels - constituent une base solide pour la réunion des ministres de l'Environnement et de l'Énergie en septembre.

Le dialogue avec la société civile

La participation des organisations de la société civile (OSC) est devenue un aspect essentiel du G7. Les OSC participent à de nombreuses activités liées au G7 comme défenseuses, observatrices, commentatrices et contributrices. Dans le contexte du G7, la participation des OSC permet de mettre en lien les leaders et décideurs avec des organisations qui travaillent directement auprès des communautés locales, au pays et à l'étranger. Les OSC présentent des visions audacieuses et ambitieuses, fondées sur des connaissances profondes et l'expérience du terrain, et urgent les leaders mondiaux à passer à l'action pour réaliser un monde plus juste, plus durable et plus sûr.

Cette année, nous avons été témoins d'un dialogue constructif et sans précédent entre les représentants canadiens et la société civile, y compris au niveau du premier ministre, des ministres et du sherpa. Le communiqué des dirigeants du G7 a d'ailleurs reconnu l'« *apport significatif à la présidence du Canada* » de la société civile et d'autres parties prenantes. Le rôle de la société civile a aussi été reconnu dans le [communiqué des ministres des Affaires étrangères](#), le [document d'engagement des ministres de la Sécurité](#), le [résumé des présidents de la réunion des ministres de l'Emploi et de](#)

[l’Innovation](#) et le [sommaire de la présidente de la réunion des ministres du Développement](#). Ceci place la barre un peu plus haute pour le dialogue alors que la France s’apprête à prendre les rênes la présidence.

En 2018, comme par le passé, les représentants des OSC pouvaient [présenter une demande d’accréditation au Sommet](#) auprès du Centre international des médias du G7. Les demandes pouvaient être déposées en ligne seulement, et la date limite était fixée à trois semaines avant le Sommet. Pour obtenir une accréditation, il fallait fournir une lettre officielle d’affectation d’une agence de presse ou une preuve de publications récentes. En fin de compte, des groupes représentant une grande variété de sources d’informations (y compris les bulletins organisationnels) ont reçu une accréditation. Et au total, ce sont 22 organisations, principalement mais pas exclusivement canadiennes, qui ont été accréditées.

Comme lors des Sommets passés, le Sommet du G7 de 2018 a été précédé par un Sommet de la société civile 7 (C7) - un rassemblement de leaders et représentants de la société civile de la plupart des pays du G7, dont trois de la France, le pays qui présidera le G7 en 2019. Le Sommet du C7 2018, qui est survenu après une série d’engagements pris lors des Sommets des femmes (W7), du travail (L7), des jeunes (Y7), des laboratoires d’idées ou *think tanks* (T7), des sciences (S7) et des affaires (B7), a adopté une approche légèrement différente que lors des années précédentes. Étant donné que tous les autres sommets avaient préparé des recommandations politiques stratégiques et thématiques destinées aux dirigeants du G7, le C7 a plutôt porté sur l’établissement d’un cadre permettant d’assurer une participation significative des OSC en tant que partenaires essentiels à l’avenir dans les processus du G7.

En s’appuyant sur la vigueur du dialogue entretenu par le Canada avec la société civile tout au long du processus, et pour s’assurer que ce niveau élevé de dialogue soit soutenu, les participants du C7 ont produit [quatre recommandations essentielles](#) comme base pour une participation productive, significative, collaborative et mutuellement bénéfique de la société civile dans le processus du G7 :

1. **La continuité à long terme et des progrès tant sur le plan des processus que de la substance**, y compris un dialogue itératif, des évaluations transparentes et un transfert en temps opportun entre les Sommets.
2. **Un engagement envers un dialogue politique et bureaucratique de haut niveau**, y compris des formes de communication hâtives, diversifiées et constantes, et la participation des chefs de gouvernement et représentants ministériels aux activités de la société civile associées au G7.
3. **Favoriser la mise en place d’espaces inclusifs et diversifiés pour s’assurer que différentes perspectives et idées soient entendues**, en invitant des mouvements et organisations de la société civile formels et informels, nationaux ou internationaux, y compris ceux de pays non membres du G7 et ceux représentant les groupes les plus vulnérables, à participer à une gamme complète d’activités du G7 à travers divers espaces et canaux.
4. **La transparence et la reddition de compte sur les plans de l’information et du processus**, et

une communication ouverte, y compris par le partage en temps opportun d'informations sur les principaux événements, le calendrier global, les résultats des réunions des sherpas et les possibilités de dialogue à venir ; et par la mise en place d'un véritable mécanisme de reddition de compte pour le G7, ce qui comprend la publication de rapports réguliers et un droit de réponse pour la société civile.

La société civile évaluera les futures présidences du G7 sur la base de ces critères pour déterminer leur niveau d'engagement envers un véritable dialogue avec la société civile.

Le Sommet du C7 a également généré des leçons pour la société civile qui seront utiles pour la préparation du Sommet de l'année prochaine, sous la présidence française. Les participants des OSC se sont engagés à améliorer leur niveau de collaboration et l'harmonisation de leurs travaux, y compris par le partage d'information, l'accompagnement informel, l'identification conjointe des principales parties prenantes, et un processus de rapportage conçu par les OSC. Ces étapes devraient aider à faciliter la participation de la société civile, et ainsi accroître les possibilités de contribuer et d'influencer l'élaboration des politiques, pendant le processus du G7 en France en 2019.